



**BERNE, ZÜRICH, GENÈVE, 14 MARS 2011**

## **DÉBAT URGENT AU CONSEIL NATIONAL SUR LES ÉVÉNEMENTS D'AFRIQUE DU NORD:**

### **SAISIR L'OPPORTUNITÉ D'AGIR AU LIEU D'ATTISER LES CRAINTES**

**Le 16 mars 2011, le Conseil national mènera un débat urgent sur les récents événements survenus dans le monde arabe. Plusieurs organisations non gouvernementales craignent que ce débat ne soit utilisé dans le cadre d'une rhétorique électorale visant à attiser les craintes d'une « vague de réfugiés ». Elles appellent les parlementaires à voir en la démocratie et en la liberté de mouvement une opportunité d'agir: la Suisse doit soutenir activement le renouveau et réorienter sa politique étrangère de manière conséquente sur les droits humains.**

Les changements actuels en Afrique du Nord et au Moyen Orient ont une signification historique: dans de nombreux Etats qui vivaient depuis des décennies sous la dictature, la voie est maintenant plus que jamais ouverte à la démocratie, à l'Etat de droit et au respect des droits humains. Dans ce contexte, attiser la panique face à une possible « vague de réfugiés » et exiger une politique de dissuasion ferme et le blocage de l'accueil des réfugiés semblent des attitudes particulièrement mesquines et timorées.

Amnesty International, Humanrights.ch / MERS, la Déclaration de Berne, Le Conseil suisse pour la paix, TRIAL (Association suisse contre l'impunité) et cfd /L'ONG féministe pour la paix exigent en lieu et place un soutien actif et crédible au changement dans les pays arabes. Au-delà de l'aide humanitaire, la Suisse doit également proposer son soutien pour la mise en place d'institutions démocratiques et respectueuses de l'Etat de droit, pour le renforcement de la société civile, pour une participation équitable des femmes au processus de démocratisation, pour la réforme de l'appareil répressif ainsi que pour l'investigation et la sanction des violations des droits humains. La Suisse doit également contribuer au développement socio-économique, de manière à améliorer les perspectives d'avenir de la jeunesse dans ces pays.

Les investissements décidés par le Conseil fédéral vendredi 11 mars vont dans la bonne direction et méritent d'être salués mais ces déclarations en faveur de la démocratie et des droits humains perdront cependant toute crédibilité si le Conseil national, dans un climat de peur, donne le signal d'une remise en question du droit d'asile et refuse d'accueillir les réfugiés de guerre en provenance de la Libye.

Le soutien au processus de démocratisation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ne restera donc crédible que si la Suisse est prête à orienter sa politique extérieure de manière cohérente et conséquente en faveur des intérêts de la population et du respect des droits humains. L'expérience a montré que les régimes répressifs ne peuvent constituer des partenaires fiables pour une politique de sécurité et une politique économique extérieure durables. Il ne faut pas se contenter d'attendre que les régimes autoritaires soient renversés ou sur le point de l'être pour bloquer les exportations d'armes et les capitaux en fuite. Enfin, la Suisse doit également contribuer plus activement à sanctionner, sur la base du droit international, les crimes contre l'humanité.

Les organisations non gouvernementales soussignées ont l'intention, au cours des prochains mois, d'approfondir et de concrétiser le thème d'une politique extérieure orientée sur les droits humains. Il est prévu d'organiser au début du mois de juin un séminaire auquel seront invités des représentants des autorités suisses, de centres de compétences proches de la Confédération ainsi que d'experts.

#### **Informations complémentaires**

- Amnesty International: Alain Bovard, porte-parole, 079 430 14 68